

Mars 2008 N° 37



Photo: Pascale Waelti

Sommaire

Editorial

Une histoire à éviter

Récemment, lors d'un repas avec des amis, nous avons évoqué la problématique du développement en Afrique. Bien sûr, les puits d'eau ensablés au bout d'une année à peine, par manque d'entretien par les personnes locales, ont été abordés.

A ce sujet, dans le travail de mémoire de Flavien Renaud sur les ONG de développement suisses[1], j'ai trouvé cette petite histoire de Thomas D'Ansembourg[2]:
«Une ONG du Nord avait constaté que les habitants d'un village devaient marcher une journée entière jusqu'au fleuve pour y laver le linge et y chercher la provision d'eau nécessaire, et marcher de nouveau une journée pour rentrer au village. Indignée par cette situation, l'ONG avait mis en place un projet de puits et de pompes avec l'accord des villageois pour que les habitants puissent se ravitailler facilement. Après quelques mois de fonctionnement, les organisateurs ont constaté que les habitants les avaient délibérément mis hors d'usage à coup de pierres. Après enquête, il semblerait que les habitants aient choisi de supprimer le confort des pompes à eau pour retrouver le bien-être de leur unité. Ils avaient en effet découvert que les gens ne se parlaient plus, sortaient juste prendre quelques cruches d'eau à la pompe avant de rentrer à la maison. Restant plus enfermés chez eux, ils commençaient à parler sur les autres au lieu de parler avec les autres, ce qui amenait des disputes et des mésententes. Les vieux avaient donc décidé de supprimer les pompes et de restaurer le voyage rituel vers le fleuve. Ces voyages étaient un lieu de parole et servaient aussi à faciliter les rencontres utiles à la qualité de vie».

Les puits mentionnés dans l'exemple de Thomas D'Asembourg favorise bien l'accès à l'eau, mais ils ne correspondent manifestement pas à la solution idéale pour améliorer la vie de ces villageois. L'impact d'une amélioration technique sur la qualité de la vie sociale ne doit pas être négligé. Laissons nos partenaires être maîtres de leur propre développement et soutenons les humblement sans se substituer à eux car la notion de développement n'est pas la même pour tous.

Nadja Godi

1 Les ONG de développement: missionnaires des temps modernes? Mémoire de licence en sciences sociales, 2007
2 «Cessez d'être gentil, soyez vrai ! Être avec les autres en restant soi-même.» Les éditions de l'Homme, 2001

Stage

De l'art dans la prison

Lindsay est psychologue en stage au Nicaragua au sein de l'Asociación Campaña Costeña Contra el Sida (ACCCS), Elle nous relate un atelier réalisé auprès de jeunes prisonniers.

Lorsque l'on me demande de raconter une expérience marquante vécue au cours de mes quatre premiers mois de stage à l'*Asociación Campaña Costeña Contra el Sida* (ACCCS) à Bluefields, sur la Côte Atlantique du Nicaragua, j'ai envie de partager les moments passés avec trois *muchachos*[1] du milieu carcéral dans le cadre d'un projet de *Muralismo* (ou peinture murale).







Photos: Georgette Perret

En plus des activités directement en relation avec la problématique du Sida, l'ACCCS propose d'autres projets, notamment celui de *Drogadicción* (en collaboration avec Georgina Perret, qui travaille depuis 5 ans comme coopérante suisse à la ACCCS ici à Bluefields), consistant en un soutien aux consommateurs de drogues (principalement le cannabis et le crack) et à leurs proches, notamment les mamans). Au cours du mois de décembre 2007, une nouvelle activité fut mise en place dans le cadre du projet *Drogadicción*: un atelier de peinture murale avec trois ados mineurs, incarcérés dans la prison de Bluefields.

Ce projet s'est mis en place en peu de temps, car l'idée était de donner aux trois jeunes qui sont, pour le moment, les seuls trois mineurs détenus dans la prison, une occasion de se socialiser dans une ambiance détendue, de réaliser une œuvre commune, et surtout de se changer les idées à l'approche d'un Noël loin de la famille.
Les conditions de vie dans la prison sont mauvaises, et l'absence d'activités stimulantes se fait immédiatement sentir en voyant les détenus traîner derrière la porte d'entrée de la zone d'habitation. La première fois que j'entrai dans l'enceinte de la prison, l'état délabré de la cour de récréation avec ses murs tristes, ne comportant comme seule tache de couleur verte que l'enseigne «Zona de Seguridad 2», m'émut fortement, et je me rendis compte à quel point ces ados avaient besoin de quelque chose de différent pour alléger un peu le quotidien rendu d'autant plus difficile à l'approche des fêtes de fin d'année.
Selon les dires des *muchachos* (confirmés par le responsable de la prison), une semaine typique dans la prison ne comporte qu'un nombre très limité d'activités soit disant éducatives ou motivantes: une demi-journée d'école, la possibilité de quelques heures d'éducation religieuse, et deux fois deux heures de sport. Le reste du temps est passé assis sous un abri de tôle, à côté du puits et des toilettes, ou devant la télé à regarder des *novelas*[2] abrutissantes. Pour moi, donner la possibilité aux ados de se socialiser tout en découvrant et développant un côté artistique en parallèle était une occasion de leur montrer un autre monde que celui de «l'école de la violence» qu'ils subissent en détention.

Nous commençâmes l'atelier *Muralismo* au début du mois de décembre 2007, sur une petite paroi en béton de la cour: il fallait laver le mur, y déposer une solide couche de peinture de base blanche, élaborer un dessin à partir d'un modèle sur le thème de La Nature, quadriller le mur et le dessin pour en faciliter la reproduction à grande échelle, apprendre à mélanger les couleurs et à manier les pinceaux, mettre une première couche de peinture, y mettre une seconde couche, peindre les détails, etc. jusqu'à ce que l'oeuvre soit terminée.

Sous la supervision de Georgina, mon collègue Michael, un jeune créole d'une vingtaine d'années et passionné par les peintures murales, et moi dirigeâmes les travaux de peinture: Michael enseigna aux jeunes des techniques artistiques et mena les travaux sur le plan pratique; moi, j'essayais de les mettre en confiance, en observant le comportement de chacun, quant à la réalisation pratique de la peinture et aux relations interpersonnelles dans le groupe.

Au début, nous étions tous un peu tendus: les *muchachos* parce qu'ils ne nous connaissaient pas et doutaient de leurs compétences artistiques, Michael parce qu'il devait gérer le temps et les moyens à disposition, et moi parce que je me retrouvais dans un environnement étrange et nouveau où je devais instaurer la confiance chez les ados alors que moi-même j'en manquais, sous le regard parfois intrusif d'un corps de garde 100% masculin ! En plus, je n'y connaissais absolument rien en peinture… Petit à petit, nous nous détendîmes, et une atmosphère tranquille et amicale se mit en place. Silencieux mais incroyablement motivés, je vis les trois *muchachos* se tranquilliser, commencer à rire, essayer quelques blagues. Quel plaisir de les voir sourire! Dans ce sens là, je pense que le but initial de socialisation des jeunes par le projet de peinture fut atteint.

Malgré quelques petites difficultés d'organisation nécessitant flexibilité et adaptation (nous sommes, après tout, au Nicaragua…), les travaux progressèrent très rapidement (nous finîmes en 4 jours complets), et ceci grâce à l'excellente collaboration entre tous. Ainsi, la peinture fut inaugurée le 12 décembre 2007, en présence d'officiels de la prison, de personnalités régionales et même de la télévision et la radio locales. Le résultat fut énormément admiré, l'effort et le travail fourni par les *muchachos* publiquement reconnu, et les questions sur l'éventualité d'une autre pein-



ture murale dans la cour fusèrent.
Lorsque l'on demande aux trois muchachos s'ils éprouvèrent du plaisir à réaliser ce travail, leur réponse est claire: «*Para nosotros fue bonito hacer esta pintura*»[3]. Ils expriment leur satisfaction d'avoir appris quelque chose de nouveau, pouvant éventuellement leur servir plus tard pour chercher du travail, et avant tout brisant la monotonie de la vie en prison. «*Para mi el mejor fue estar con Ustedes, y como estamos haciendo el dibujo*»[4] s'exprime l'un d'eux. Chacun à sa manière explique sa frustration d'être dans une situation si difficile à cette époque de l'année; l'économie de paroles sur ce thème me fait penser qu'ils n'ont pas vraiment envie d'en parler… Par contre, si on leur demande s'ils ont envie de participer à un autre projet sur un autre mur de la prison, leur réponse enthousiaste ne nécessite aucune traduction: «*Si!*».

Lindsay Edwards

1 Jeune, adolescent.
2 Série télévisée en un nombre limité d'épisodes, dans le genre «Top Models» pour ceux qui connaissent.
3 «Ce fut agréable pour nous de réaliser cette peinture».
4 «Pour moi le meilleur fut d'être avec vous, et comment nous sommes en train de faire le dessin».

Expériences

Grupo de auto-apoyo

Georgette ou Georgina, éducatrice, est volontaire au Nicaragua au sein de la Campaña Costeña Contra el Sida. Elle nous parle de son travail et plus particulièrement des groupes d'auto-apoyo.

Le problème de la consommation de drogues est endémique sur cette côte atlantique du Nicaragua du faite du rôle stratégique de celle-ci sur la «route» entre la Colombie, le Mexique et les EU. De plus, il n'existe aucune structure d'état pour répondre adéquatement aux personnes qui en sont victimes, que ce soit les propres consommateurs ou les personnes qui en supportent les conséquences comme c'est le cas pour les familles.

Dans ce contexte, la Campaña Costeña Contra el VIH/ SIDA (ACCCS) a débuté en 2001 à l'initiative d'Isabel Estrada (ancienne employée locale de GVOM) et d'un petit groupe de «parents» de jeunes et moins jeunes consommateurs de drogues. Vu l'ampleur et l'importance de cette action, j'ai été engagée en 2002 pour travailler avec Isabel à la consolidation de ce projet.

Dans un premier temps, les personnes qui consommaient des drogues et venaient chercher appui à l'instigation de leurs parents avaient entre 18 et 50 ans (j'ai eu la surprise de voir arriver des mamans avec leur fils de 40-50 ans au lieu du jeune adolescent que j'imaginais) mais le bouche à oreilles aidant, des mamans d'enfants de plus en plus jeunes (9-10 ans) sont arrivées à la recherche de soutien, de conseils et d'appui. La coutume locale veut que les enfants, quel que soit leur âge, continuent à vivre sous le même toit que leurs parents. Nous savons aussi que la personne qui consomme vient rarement d'elle-même chercher de l'aide, du fait des effets de la drogue (crack et marijuana principalement). Nous avons donc consolidé la stratégie du groupe d'auto apoyo qui nous permet de donner l'attention et l'appui approprié, tant aux familles qu'aux personnes qui consomment des drogues.

Le groupe d'auto-apoyo se réunit chaque jeudi avec une participation de 15 à 25 personnes environ et grandit chaque année. Plus de 150 parents y ont trouvé un appui, participent, s'en vont, reviennent, en fonction des aléas familiaux, des «rechutes» de leurs enfants.
D'autres parents ont compris que pour aider une personne, au gré des chutes et rechutes, l'assiduité au groupe d'auto-apoyo est un engagement à long terme. Certains d'entre eux ont vu leur propre enfant s'en sortir; toutefois ils valorisent l'expérience qu'ils ont acquise, dans l'esprit d'une conscience solidaire ce qui leur permet d'aider les nouveaux parents à la recherche de soutien.
Avec le temps, le groupe d'auto-apoyo constitué de parents s'est vu renforcé par la présence de personnes consommatrices de drogues ou en processus de récupération que nous avons soutenues au fil des ans. L'échange d'expériences au sein du groupe a été considérablement renforcé.

Le groupe d'auto-apoyo est un espace ouvert à tous et toutes où les personnes parlent de leurs douleurs, tristesse, pendant que les autres écoutent avec respect, empathie et sans jugement. Ensemble, nous cherchons des stratégies, que ce soit dans le domaine émotionnel, légal, familial, pour dépasser les difficultés liées à la toxicomanie et toutes ses conséquences. Nous travaillons également sur les séquelles dues à la consommation de drogues, l'éloignement que produit l'abus des drogues et le contrôle de la situation.
Renforcer ses propres capacités, échanger son expérience personnelle, permettent de développer l'empathie entre les personnes confrontées à la toxicomanie, de mieux comprendre sa propre situation et facilite ainsi la récupération émotionnelle.
Pour beaucoup de participants, l'estime de soi, le bien-être et la communication ont été meurtris par :
- La confrontation aux situations de violence intra familiale,
- l'épuisement émotionnel face à l'autodestruction de son propre enfant,
- la permanence des vols,
- les plaintes incessantes face aux comportements asociaux, etc.

Le grupo auto-apoyo permet à une personne en réhabilitation de communiquer avec sa propre mère, tout en adressant à d'autres mères toute la souffrance endurée, car, parfois, ce que l'on ne peut pas dire à sa propre mère peut être partagé avec d'autres. Il en va de même pour une mère face à son enfant et ce processus met en valeur non seulement les souffrances mais les incompréhensions, et les problèmes de communication. Il permet l'établissement d'une relation basée sur une expé-

rience commune consolidée et contribue à la valorisation de l'estime de soi ainsi que celle de l'autre.

Ces échanges sont toujours très denses, très forts émotionnellement, aussi est-il nécessaire de prévoir d'autres activités plus légères et récréatives. Ainsi, nous fêtons chaque anniversaire individuellement, organisons des fêtes comme celles de la Fête des Mères, de la Journée de la Femme, etc. où la participation est aussi grande que joyeuse et divertissante. Chaque membre du groupe apporte sa petite contribution financière et nous cuisinons et mangeons, nous dansons et jouons ensemble et nous invitons (sans participation financière) les jeunes et moins jeunes consommateurs à partager ces moments de plaisir avec nous. Et il n'est pas étonnant d'apprendre que certaines personnes, attendent avec impatience ce qu'elles considèrent comme «leur fête», car chez elles, il ne se passe rien!

L'année 2007 nous a permis de franchir un nouveau pas, du fait que plusieurs parents du groupe ont été reconnus comme la personne relais dans leur quartier, ce qui a comme résultat direct l'organisation d'activités pour les jeunes avec l'appui des parents. Il s'agit de personnes impliquées depuis longtemps dans le groupe et qui apportent beaucoup depuis leur propre expérience. Elles ont ainsi un rôle très important auprès des autres. Le groupe d'autoapoyo est donc le pilier central de notre projet autour duquel se développent toutes les autres activités d'aide et de prévention organisées par la ACCCS dans le domaine de la toxicomanie.

Quand des fils d'araignée s'unissent
Ils peuvent ligoter un lion
Proverbe éthiopien

Georgina Perret

Analyse

Bolivie: de l'Assemblée Constituante à l'Autonomie territoriale - Pistes cartographiques

Louca est géologue. Son stage de 6 mois, entièrement financé par les fonds propres de GVOM, a permis de commencer la mise en place un système d'infogéographie (SIG) en collaboration avec le Ministère de l'eau bolivien. Aujourd'hui le gouvernement utilise ce système dans le cadre de l'autonomie des peuples indigènes.



Photo: Louca lerch

Le 9 décembre 2007, l'Assemblée Constituante Bolivienne adoptait, dans un climat conflictuel, une nouvelle Constitution Politique afin que ce projet soit soumis au vote populaire durant l'année 2008. La violence de l'opposition d'une partie de la société à ce projet est à la hauteur des transformations qu'il propose. Face à cette situation, la cartographie peut offrir des pistes pour garantir l'émergence de territoires autonomes face aux forces coloniales qui, 500 ans après l'arrivée des Espagnols, continuent à vouloir gouverner le pays.
Une des principales innovations de cette nouvelle Constitution est d'offrir une reconnaissance étatique à l'autonomie des différents peuples qui habitent la Bolivie: les 36 peuples indigènes, majoritaires à près de 60%, mais aussi les différentes identités métisses que l'on retrouve à l'échelle des 9 départements qui composent actuellement le territoire national. Sans bouleverser l'actuelle structure territoriale, différents types d'autonomies territoriales sont prévus par le texte: départementale, municipale dans le cadre de la division administrative existante et, comme nouvelles figures territoriales, des autonomies régionales (alliance volontaire de plusieurs communes ou provinces de départements) et «autonomies indigènes originaires paysannes». Cette dernière modalité, si elle n'est pas complètement novatrice au niveau mondial[1], constitue néanmoins un pas important dans l'approfondissement du processus de décolonisation de l'Etat entamé par l'actuel gouvernement bolivien. Elle accorde à une ou plusieurs communes, sur la base d'un référendum populaire, de se déclarer «entité territoriale indigène originaire paysanne». Ceci leur permet, entre autre, d'administrer la justice selon des procédures traditionnelles dans les limites toutefois fixées par la Constitution en matière de droits humains et de recevoir des fonds publics directement de l'Etat central, sans que ceux-ci ne passent par les préfectures, souvent contrôlées par des bourgeoisies locales.

Ces statuts d'autonomie entrent en contradiction avec les revendications formulées par les départements de l'Est (Santa-Cruz, Beni, Pando), essentiellement agro-industriels et du Sud-Est (Tarija, Chuquisaca) pétroliers. En effet ceux-ci prévoient un seul niveau d'autonomie: le département. Si l'on appliquait les propositions de statuts déposés par les «comités civiques», sortes de clubs de notables, les préfets et «commandants généraux» départementaux auraient la main mise sur le système de taxa-

tion, la réforme agraire et évidemment…les ressources naturelles. Au-delà des réelles différences culturelles, un des enjeux centraux du soudain ressaut identitaire de la droite bolivienne repliée dans ses bastions de Santa-Cruz et de Sucre (Département de Chuquisaca) est bien le pétrole.
Depuis le début de l'année 2008, le gouvernement Morales et les préfets de l'opposition négocient une tentative d'intégration entre leurs différentes versions de l'autonomie. Evo Morales sacrifiera-t-il certaines des revendications fondamentales qui l'ont mené au pouvoir pour éviter une escalade de la confrontation? Cela semble peu probable au vu des nombreuses concessions déjà réalisées durant l'Assemblée Constituante: respect de l'intégrité territoriale des Départements, non remise en cause de la propriété privée non habitée en milieu urbain (terrains vagues)… Cependant, les Boliviens ne semblent pas prêts, tant du côté des mouvements sociaux que des classes «moyennes», à cautionner une confrontation armée. La Bolivie reste un pays profondément pacifique comparé à la majorité des pays latino-américains.


Photo: Louca lerch

Dans ce contexte, le gouvernement bolivien cherche à anticiper les inévitables conflits et problèmes environnementaux que l'entrée en vigueur de ces divers statuts d'autonomie pourraient générer. Par exemple, la Viceprésidence de la République s'intéresse à évaluer la viabilité des autonomies indigènes. Il s'agirait, dans un premier temps, d'identifier les zones dans lesquelles les habitants pourraient exprimer majoritairement leur volonté d'accéder au statut d'autonomie indigène-paysanne. Puis dans un deuxième temps, d'examiner les ressources dont ils disposeraient tant au niveau financier (redistribution de fonds publics, coopération internationale, fiscalité locale) que naturelles (agriculture, hydrocarbures, tourisme, etc…).

Un système d'information géographique permet de croiser différentes sources d'information comme des photographies de cartes imprimées[2] retraçant les limites de territoires traditionnels (études anthropo-historiques) ou des données électroniques produites par des instances publiques tel que le registre de Terres Communautaires d'Origine (TCO) prévues par le cadre légal actuel. L'avancée du processus de restitution de terres aux communautés indigènes et ses sources de financement sont également une indication importante.

C'est actuellement l'une des tâches que mon engagement au sein de la Direction de Participation Citoyenne de la Viceprésidence m'amène à réaliser, une façon comme une autre de rappeler que tout changement social n'implique pas uniquement des changements légaux, mais également une redéfinition concrète de la répartition des biens et de l'espace.

Louca Lerch

1 Le Nicaragua sandiniste ayant, par exemple, créé des régions autonomes sur sa côte Atlantique à dominante indigène Miskito durant les années 1980.
2 Les cartes imprimées peuvent être consultées sur www.gvom.ch/presence/bolivie/bolivie.html

Départs

Natacha C'est dans le cadre du programme «politiques publiques et droits humains» de CENDEROS que Natacha effectue un stage d'une année. Diplômée en relations internationales et droit international, elle participe à un travail de recherche sur la situation des enfants nicaraguayens émigrés au Costa Rica. Elle participe au travail de plaidoyer de CENDEROS, notamment sur le thème de la défense du droit à un nom et à une nationalité des enfants d'immigrés nicaraguayens.

Laurianne Comment promouvoir le tourisme et la recherche dans des territoires protégés? C'est ce qu'est en train de découvrir Laurianne, gestionnaire en tourisme, en stage au Costa Rica auprès de l'ACLA-P (Area de Conservación Amistad Pacifico www.aclap.go.cr): Cette instance étatique gère les zones protégées et parcs nationaux de la région de Perez Zeledon. Dans ce cadre, Laurianne a également l'occasion de collaborer à la mise en œuvre d'un projet de tourisme communautaire rural de l'ONG Montaña Verde (www.montanaverdepz.com)

Georgette poursuit un engagement de longue durée au sein du projet «Information, éducation et conseil contre l'usage de drogue» mis sur pied il y a près de 8 ans par l'Asociación Campaña Costeña Contra el Sida, ONG basée à Bluefields, au Nicaragua. Ce projet, qui s'appuie sur la formation de promoteurs et l'organisation de groupes d'auto-apoyo pour les familles des consommateurs de drogue, a reçu la reconnaissance des autorités politiques locales en 2007. Forte de cette légitimité, l'équipe du projet prévoit d'étendre les activités d'information et de prévention au niveau régional, de développer un projet pilote de prévention à l'intention des jeunes et de créer un centre de réhabilitation. Georgette coordonne les activités du projet.

Présentation

La Bourse A Travail



La Bourse A Travail créé en 1985, est un organisme où se rencontrent des personnes migrantes précarisées qui sont en recherche d'emploi. Elles y reçoivent une formation, un appui et des conseils BAT peut mener ses activités grâce à une participation substantielle du GVOM et des dons privés, dont de la Loterie Romande et de la Ville de Lausanne.

Ses différentes activités
Cours de français - Formation "femmes de ménage" - Cours de cuisine suisse - Formation à la recherche d'emploi - Service ménage - Cours d'initiation à la théorie de conduite automobile - Initiation à la vente.

Formation à la recherche d'emploi
BAT propose pour les personnes comprenant bien ou un peu le français une formation à la recherche d'emploi, afin de
- d'acquérir les techniques pour trouver un emploi;
- de savoir faire un bilan personnel, préparer un dossier de candidature, rédiger une offre de service, remplir un formulaire de travail, ce qu'est une fiche de paie, ce qu'est un contrat de travail: droits et devoirs de l'employeur et de l'employé;
- de faire des stages pratiques et de perfectionnement et d'acquérir de nouvelles expériences et compétences.

Formation Service ménage
BAT propose cette formation aux personnes qui ont suivi le cours "femmes de ménage" et qui veulent travailler dans des ménages privés. BAT aide les femmes à trouver des places de travail selon leurs disponibilités et leurs souhaits à des conditions de travail satisfaisantes. BAT offre aux employeurs des personnes compétentes et dignes de confiance.

Initiation à la vente
Les thèmes sont la connaissance de diverses marchandises, la communication verbale et gestuelle, les gestion des conflits face au client.

Cours de cuisine suisse
BAT propose ces cours aux personnes qui souhaitent apprendre à cuisiner de façon professionnelle afin de trouver plus facilement un emploi et de s'intégrer. Le contenu des cours est entre autre l'achat des produits, la composition des menus, la préparation de repas équilibrés, l'hygiène, le service, etc.

Initiation à la théorie de conduite automobile
Elle est destinée à toutes les personnes comprenant bien le français qui ont besoin d'aide pour comprendre et apprendre les règles de la circulation routière.

Cours de français
1. Cours pour débutants I
2. Cours pour débutants II
3. Cours de niveau moyen
4. Cours de remise à niveau pour des personnes ayant des difficultés particulières.

Formation "femmes de ménage"
Elle est destinée aux personnes qui veulent avoir une formation de base pour travailler chez des particuliers, en milieu hospitalier ou industriel. Il est important d'avoir une connaissance suffisante du français pour pouvoir suivre les cours. Programme: connaissances théorique et pratique du nettoyage, buanderie et repassage, cours de français, information sur les droits sociaux, ergonomie, gestion de conflits, suivi individuel, aide à la recherche d'emploi et stages pratiques selon possibilités. Ce projet a été primé par le département fédéral de l'intérieur en 1997 et soutenu par la Ville de Lausanne depuis 2001.
Un certificat ou une attestation est délivré à la fin de la formation.

Bourse A Travail - Rue Curtat 6 - 1005 Lausanne
Tél. 021 323 77 15 - Fax 021 311 29 11
bat.pv@freesurf.ch - CCP 10-23440-0

Réflexion

Le concept de *développement*

Il s'agit tout d'abord de bien distinguer *développement* **et aide au développement. Le** *développement* **est un processus global qui concerne au moins autant les pays du Nord que ceux du Sud, alors que l'aide au développement regroupe les actions entreprises par les pays du Nord au Sud, au nom du** *développement***. Gilbert Rist nous donne une définition intéressante du** *développement***:**

Le développement *est constitué d'un ensemble de pratiques parfois contradictoires en apparence qui, pour assurer la reproduction sociale, obligent à transformer et à détruire, de façon généralisée, le milieu naturel et les rapports sociaux en vue d'une production croissante de marchandises (biens et services) destinées, à travers l'échange, à la demande solvable.*

Cette définition a le mérite de chercher à cerner ce qu'est le *développement* et non pas à décrire ce que l'on voudrait qu'il soit. Ici, le processus ne devient plus seulement créateur mais également destructeur, ne serait-ce que par l'exploitation et l'épuisement des ressources pétrolières, pour donner un exemple. Cette définition peut sembler déroutante dans un premier temps car nous n'avons pas l'habitude d'associer *développement* et «destruction». Si «ça se développe», n'est-ce pas forcément mieux? Mais c'est

oublier que créer quelque chose se fait presque toujours au détriment d'autre chose.
Le développement n'est donc pas qu'un processus créateur. Il ne vise pas forcément l'amélioration des conditions de vie de tous mais la reproduction sociale, et donc également la reproduction des classes sociales. N'est-il pas contradictoire alors de vouloir réduire le fossé séparant le Nord du Sud par le même processus qui participe au renforcer les différentes classes sociales?
Si cette définition tend à désenchanter une vision souvent idéalisée du *développement*, l'appliquer au champ de l'aide peut se révéler encore plus déroutant. On a tendance à voir la volonté d'aide au développement comme forcément positive, même si son application peut être mal faite. Or, les éléments «négatifs» que fait ressortir cette définition sont liés au concept lui-même et non à son application. Le *développement* favorise la transformation et la destruction du milieu naturel et des rapports sociaux en vue d'une production croissante de marchandises. L'«aide au développement», si l'on se tient au sens littéral de l'expression, cherche en conséquence à favoriser l'extension dans les pays du Sud de ce processus de production et de destruction.
Mais n'y a-t-il pas une vraie aide, celle dont la volonté est de rendre le monde meilleur, et une fausse, celle qui tend à renforcer la domination? Une aide qui cherche à combler les besoins des populations du Sud et une aide qui détruit les systèmes de protection sociale avec des plans d'ajustement?
Il faut faire attention car plusieurs choses se mélangent lorsque l'on tient un discours de ce type. D'abord il y a aide et volonté d'aide. Ce n'est pas du tout la même chose. En ce qui concerne la volonté d'aide, il ne fait pas de doute que les divergences sont assez importantes suivant les acteurs. En ce sens, on peut dire qu'il y a une vraie et une fausse (douteuse) volonté d'aide. Mais lorsqu'on parle d' «aide au développement», cela concerne ce qui est appliqué et non la volonté qu'il y a derrière. Y a-t-il plusieurs types d' «aide au développement» ? Si l'on s'en tient à la définition de Gilbert Rist, peu importe la manière dont l'aide est fournie, ou la volonté qu'il y a derrière, l'objectif reste le *développement* et donc la croissance économique.

Le développement réduit à la croissance économique

La définition de Gilbert Rist réduit, à peu de chose près, le *développement* à la croissance économique. Cela peut paraître étrange au vu de tout ce qui a été fait depuis une vingtaine d'années pour rendre ce concept plus global et plus complet. On ne parle plus simplement aujourd'hui de *développement* mais de «développement humain», de «développement durable». On essaie ainsi d'y intégrer les dimensions sociale, environnementale, culturelle. Le PNUD, avec son indice de «développement humain» (IDH) tente de ne pas réduire l'état d'avancement d'un pays à son produit intérieur brut en calculant, en plus du revenu, le niveau d'éducation et l'espérance de vie. Les rapports sur le «développement humain» relativisent l'importance de la croissance économique pour mesurer «la bonne vie». On constate toutefois que ces tentatives pour ne pas réduire le *développement* à sa dimension économique ne font que lui accoler des termes à connotations très différentes comme humain, durable ou social. Le «développement humain» reste une croissance économique, à laquelle on essaie de rajouter quelques autres dimensions plus sociales. Cette modification du discours ne remet pas fondamentalement le *développement*, dans son sens économique, en question. Il reste toujours au centre des préoccupations et des pratiques.

Le développement, croyance occidentale

Certains auteurs considèrent le *développement* comme une croyance. Nous ne voulons pas refaire ici une analyse qui a été faite par d'autres, mais considérer le *développement* comme un mythe de notre société occidentale moderne nous permet de déchiffrer les discours et les pratiques commises en son nom avec une autre clé de lecture. Cela nous aide à expliquer pourquoi les ambiguïtés et les contradictions que nous venons de voir ne conduisent pas à l'abandon du concept. En effet: «A considérer le *développement* comme un élément de la religion moderne, on parvient à expliquer non seulement le décalage qui sépare la définition que peut en donner le sociologue de la vision qu'en ont les «fidèles», mais aussi les raisons pour lesquelles ce décalage ne menace nullement l'existence de la croyance.» Considérer le *développement* comme une croyance ne veut pas dire qu'il n'a aucune existence concrète. Beaucoup d'actions sont commises en son nom et nombres d'institutions sont créées. C'est une croyance que l'on peut qualifier de performative, c'est-à-dire qu'elle pousse les gens à agir. On agit au nom de la croyance au *développement* et d'une certaine manière on crée ainsi le *développement* tout en renforçant la croyance qu'on lui porte. Les deux éléments se renforcent mutuellement, laissant en partie de côté les résultats, qui n'ont finalement qu'un faible rôle à jouer. Fabrizio Sabelli explique que: «Dans ce contexte il convient d'inscrire ce que nous appelons développement en le pensant comme composante de notre mythe (une composante qui est apparue avec la colonisation d'abord et qui s'est consolidée ensuite dans l'imaginaire social à partir des années soixante), mais aussi comme projet à réaliser, même si nous constatons qu'il ne s'accomplit pas. Notre devoir s'achève dans l'acte même de nous engager dans ce projet et non pas dans sa réussite.» Ainsi, même si nous constatons que malgré plus de cinq décennies d'«aide au développement» les inégalités continuent d'augmenter, nous persistons dans la même voie ne cherchant pas à la changer mais toujours à l'améliorer.

Considérer le *développement* en tant que croyance spécifique de l'Occident moderne nous permet de porter un regard différent, plus distant, sur les actions qui sont commises en son nom. Ainsi, si l'on se place au sein de la croyance, comment imaginer que le résultat à atteindre n'est pas un des objectifs centraux? Mais avec du recul, cet objectif devient moins évident car ce qui importe n'est pas tant le résultat que le fait d'agir en accord avec la croyance.

Les valeurs occidentales derrière le concept

Se distancer de la notion de *développement* fait également apparaître son appartenance culturelle. Elle a une histoire et une origine géographique. Elle est née en Occident, avec notamment le mythe du progrès et a des valeurs qui lui sont propres. L'expression d'«aide au développement» contient donc celle «d'aide à l'occidentalisation». On peut penser ou non que c'est une bonne chose. Nous voulons simplement souligner ici que cela ne va pas de soi, que cela n'est pas «naturel» mais culturellement construit. Un

projet de *développement* contient toujours une part d'Occident. On peut faire attention autant qu'on veut à l'aspect participatif, à l'expression des besoins de la population ou à la tolérance interculturelle, si le but recherché reste le *développement*, cela passera par le renforcement du mythe du progrès, la croissance économique ou d'autres valeurs qui fondent l'Occident moderne. Pour Michael Singleton: «Tout projet de développement se situe au-dedans d'un paradigme qui prend le *développement* comme normal. Il paraît tellement normal à la plupart des développeurs non seulement d'avoir de l'eau propre ou un petit dispensaire, mais tout simplement de s'épanouir humainement en communauté terrestre, qu'ils ont du mal à reconnaître que ce but n'est pas naturel mais culturel, et qu'il y a eu et qu'il y a encore de larges pans de l'humanité qui trouvent plus naturel le salut de leur âme ou la fin de ce monde-ci.»

En se posant comme objectif le *développement* de toutes les sociétés, nous sommes condamnés à rester dans notre bulle culturelle et à ne pas voir que les autres peuvent avoir d'autres valeurs et, par conséquent, d'autres objectifs que le nôtre. En nous attribuant comme mission d'aider à «développer» les autres, nous rentrons dans le même ethnocentrisme que ceux qui ont voulu les civiliser ou les christianiser. Nous considérons que notre objectif est le leur, car pour nous, être «développé» signifie pouvoir être heureux. Il serait donc égoïste de ne pas essayer d'offrir cette possibilité à tous.

Un objectif impossible

Admettons un instant que le monde entier aspire au même but que s'est fixé l'Occident moderne, à savoir être «développé». Cet objectif peut-il être atteint? N'est-ce pas partie intégrante de la croyance que de penser qu'un jour le monde entier pourra atteindre le niveau de consommation des pays du Nord? Certains affirment qu'il faudrait, en terme de ressources, plusieurs fois la Terre pour combler les besoins d'un monde où chacun consommerait autant que les populations du Nord aujourd'hui. Il faudrait encore y ajouter les problèmes liés aux déchets, aux pollutions et à l'épuisement des ressources non renouvelables. Mais d'autres prétendent que nous trouverons toujours de nouvelles technologies pour répondre à ces besoins et à ces problèmes. Au-delà de toute opinion personnelle, il est difficile de prévoir l'avenir. Ce que nous pouvons faire en revanche, c'est faire le constat de ce qui se passe depuis l'«ère du développement». La plupart des grandes études faites par les institutions internationales telle que la Banque mondiale ou l'ONU s'accordent sur une chose: les inégalités augmentent. Malgré tous les efforts, les exclus du *développement* sont de plus en plus nombreux. Plus on essaie de «développer», plus il y a de «sous-développés».

Il faut garder à l'esprit que le *développement* ne concerne pas que les pays du Sud. Pendant qu'on aide le Sud à se «développer», le Nord est toujours dans sa quête de la croissance exponentielle. *Développement* et «sous-développement» sont liés. Il n'y a pas de «sous-développé» sans «développé» comme il n'y a pas de pauvre sans riche. Il n'y aura plus de «sous-développé» le jour où sera abandonnée l'idée d'être «développé».

Cela peut paraître banal. Pourtant tout se passe comme si on y croyait encore, et «pour éviter de reconnaître que la généralisation du *développement* est impossible, on feint de la croire lointaine, et l'on entretient la patience en proposant des mesures d'urgence.»
C'est sur ce constat de l'objectif impossible du *développement* que sont nées les réflexions sur l'«après-développement» pour chercher à sortir de l'impasse dans laquelle on se trouve.

Flavien Renaud, mémoire de licence en sciences sociales
"Les ONG de développement: missionnaires des temps modernes?", 2007.
Résumé par Nadja Godi
Le texte peut être téléchargé dans son intégralité sur www.eirenesuisse.ch



Déjà 123'200 signatures

Pétition, 0,7% pour lutter contre la pauvreté
www.ensemblecontrelapauvreté.ch



Sarah Lachat et Jérôme Strobel
Bd Pont d'Arvre 16
1038 Bercher
Tél: 022 321 85 56
www.eirenesuisse.ch
Cotisation annuelle
EIRENE Suisse: Frs 50.-
CCP: EIRENE Suisse
La Chaux-de-Fonds 23-5046-2



Cécile Hétault
Ch. de la Prairie 9
1720 Corminbœuf
Tél: 026 475 56 14
www.gvom.ch
CCP: GVOM
Lausanne 10-20968-7



Bourse A Travail
Rue Curtat 6
1005 Lausanne
Tél: 021 323 77 15
Fax: 021 311 29 11
E-mail: bat.pv@freesurf.ch
CCP 10-23440-0

Journal adressé aux membres GVOM et EIRENE ainsi que sur abonnement
Abonnements: 4 parutions par an: Frs 16.- Abonnement de soutien au journal: Frs 25.-
Rédactrices: B. Faidutti Lueber, N. Godi-Glatz, C. Hétault
Ont participé à ce numéro: Textes: N. Godi Glatz, L. Edwards, G. Perret, L. Lerch, BAT, B. Faidutti Lueber
Photos: P. Waelti, G. Perret, L. Lerch
Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle
Maquette: Atelier Diaphane, La Chaux-de-Fonds, annemonard@hispeed.ch